

Convention collective régionale

BÂTIMENT

IDCC : 2194. – **Ouvriers**
(Entreprises occupant jusqu'à 10 salariés)
(Aquitaine)
(19 février 2001)

(Bulletin officiel n° 2001-2 bis)
(Etendue par arrêté du 6 novembre 2001,
Journal officiel du 16 novembre 2001)

Convention collective régionale

BÂTIMENT

IDCC : 2195. – **Ouvriers**
(Entreprises occupant plus de 10 salariés)
(Aquitaine)
(19 février 2001)

(Bulletin officiel n° 2001-3 bis)
(Etendue par arrêté du 22 octobre 2001,
Journal officiel du 30 octobre 2001)

ACCORD DU 29 NOVEMBRE 2012
RELATIF AUX INDEMNITÉS DE PETITS DÉPLACEMENTS
AU 1^{ER} JANVIER 2013

NOR : ASET1350088M
IDCC : 2194, 2195

Entre :

La FFB Aquitaine ;

La fédération Aquitaine des SCOP du BTP,

D'une part, et

La CFE-CGC BTP Aquitaine ;

L'URCB CFDT Aquitaine ;

L'UR BATIMAT-TP CFTC ;

Le SR FO BTP,

D'autre part,

il a été convenu ce qui suit :

Les montants des indemnités de petits déplacements applicables dans la région Aquitaine aux ouvriers du bâtiment sont fixés comme suit à compter du 1^{er} janvier 2013.

(En euros.)

ZONE	REPAS	TRANSPORT	TRAJET
1A (0 à 4 km)	9,23	0,81	0,54
1B (4 à 10 km)	9,23	2,19	1,59
2 (10 à 20 km)	9,23	4,49	2,98
3 (20 à 30 km)	9,23	7,59	4,22
4 (30 à 40 km)	9,23	10,00	5,56
5 (40 à 50 km)	9,23	13,06	7,09

Article 2.6.2 de la convention collective nationale des ouvriers du bâtiment d'Aquitaine :

« L'indemnité de repas n'est pas due lorsque :

- un restaurant d'entreprise existe sur le chantier et le repas est fourni avec une participation financière de l'entreprise égale au montant de l'indemnité de repas ;
- le repas est fourni gratuitement avec une participation financière de l'entreprise égale au montant de l'indemnité de repas ;
- l'ouvrier prend effectivement son repas à sa résidence habituelle. »

Conformément aux articles L. 132-10 et R. 132-1 du code du travail, le présent accord sera adressé à la direction générale du travail (DGT), dépôt des accords collectifs, à Paris 15^e, et un exemplaire sera remis au secrétariat-greffe du conseil de prud'hommes de Bordeaux.

Les parties signataires demandent l'extension du présent accord au ministre du travail, de l'emploi, de la formation professionnelle et du dialogue social.

Fait à Bordeaux, le 29 novembre 2012.

(Suivent les signatures.)